



Communiqué de Presse

## Budget Culture 2019 : l'USEP-SV interpelle les députés et le gouvernement

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, le projet de budget du Ministère de la culture pour l'année 2019. Ce débat n'a jamais cherché à associer en amont les corps intermédiaires qui pourtant l'ont réclamé en vain. Un corps législatif qui ne fait pas le travail de concertation sociale renonce en définitive à sa responsabilité. Cette procédure budgétaire, les députés l'ont avalisée en ne consacrant que fort peu de temps à la question culturelle.

Celle-ci reste pourtant essentielle. La politique culturelle est l'essence d'une République émancipatrice, qui doit offrir à ses concitoyens où qu'ils vivent et quelle que soit leur origine sociale, familiale, culturelle, les conditions de la rencontre avec l'art et avec les opportunités qu'elle comporte. **Les grands mots ne suffisent plus. Il faut des actes que nous attendons depuis maintenant trop longtemps, de la part du Président Macron et de son premier ministre Philippe.**

La pauvreté du débat budgétaire, sa brièveté et sa faiblesse politique, signent une nouvelle fois, le peu d'intérêt de la majorité actuelle pour la politique culturelle de notre pays. **L'esprit de réforme qui agite la majorité semble ne porter aucune attention à la culture** ni à ses représentants et acteurs pourtant puissamment engagés au service des publics et de l'émancipation si souvent invoquée.

Le budget tel qu'il ressort du vote de l'Assemblée nationale est sans ambition, sans souffle et sans perspective. Les professionnels que nous représentons ne peuvent plus se contenter d'une accumulation de projets chronophages et sans efficacité. Le Pass culture voit son budget multiplié par presque 6, tandis qu'aucune volonté véritablement réformatrice ne voit le jour. **L'USEP-SV adresse un message de gravité au nouveau ministre, Franck Riester.** La politique culturelle de notre pays a un besoin urgent d'une réaffirmation ambitieuse. Aucune réforme sérieuse ne sortira des bureaux du ministère sans les artistes et les opérateurs culturels travaillant à leurs côtés. Un pacte de confiance doit être initié de toute urgence et **les plans de communication successifs abandonnés sans délais : ni « la culture près de chez vous », ni les « microfolies », ni a fortiori le « pass-culture » n'apportent de réponse à la hauteur des enjeux de notre pays.** Lutter contre le populisme consiste aussi à placer la culture et l'éducation en tête des priorités politiques. Cela ne peut passer par un budget atone.

L'USEP-SV appelle les parlementaires à exercer pleinement leur mission de contrôle de l'exécutif et à créer une commission mixte Finances / Affaires Culturelles pour suivre l'évaluation de la mission culture, constater dans le détail la consommation des crédits culturels, en portant notamment attention aux crédits déconcentrés et à leur utilisation. En menant cette mission de contrôle essentielle, les députés affirmeraient une nouvelle façon d'agir dans les débats budgétaires à venir.

Paris, le 7 novembre 2018